



T2137 - 370 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel. 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

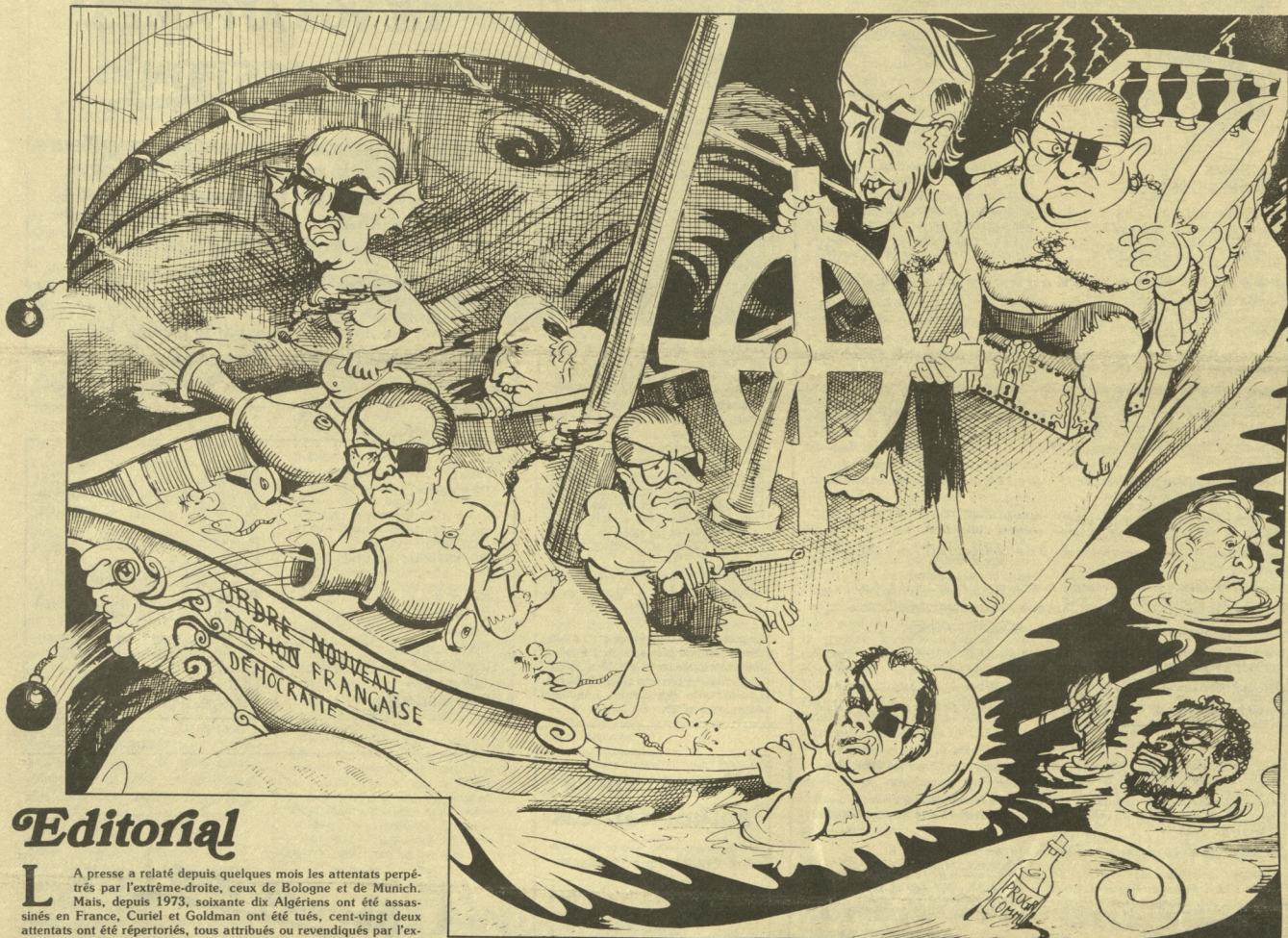
N° 370 JEUDI 9 OCTOBRE 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME MOBILISATION DES TRAVAILLEURS



Editorial

La presse a relaté depuis quelques mois les attentats perpétrés par l'extrême-droite, ceux de Bologne et de Munich. Mais, depuis 1973, soixante dix Algériens ont été assassinés en France, Curriel et Goldman ont été tués, cent-vingt deux attentats ont été répertoriés, tous attribués ou revendiqués par l'extrême-droite. Quatre personnes ont été condamnées pour tous les meurtres cités, et aucune instruction n'a abouti, concernant ces attentats parmi lesquels on peut retenir l'attaque du foyer israélite de la rue Médicis (27 mars 1979), les cocktails molotovs lancés sur la porte du foyer de la rue Varize (28 juillet 1979), l'attaque contre la synagogue de la Paix, à Strasbourg, (17 novembre 1979). Tout récemment, en septembre 1980, quatre établissements juifs ont fait l'objet d'attaques, dont une crèche et une école.

Parallèlement, les membres de la RAF ont été suicidés dans leurs cellules, les membres de certains groupes des Brigades Rouges arrêtés, et le réseau Action Directe démantelé.

La justice européenne s'attaque donc prioritairement à ceux qui contestent ses structures, même si les moyens choisis sont plus désespérés qu'efficaces. Ainsi, l'actuel ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, peut bien déclarer (après l'attentat contre la synagogue de la rue Médicis qui a fait quatre morts, vendredi soir) : *je réagis comme pourrait réagir un jeune israélite*, on est tenté de penser qu'il n'a pas fait grand-chose pour que les nazillons n'agissent pas. Il y a sans doute à cela une raison simple : aux dires d'un responsable d'un syndicat de police, vingt pour cent des membres de l'ex-FANE sont justement infiltrés dans ses rangs.

Les collusiones entre police et néo-nazis sont nombreuses. On se souvient de Paul-Louis Durand, membre de la FANE, ancien inspecteur des Renseignements généraux, inspecteur de police et impliqué

Au pays des aveugles, les borgnes font l'extrême-droite !

dans l'attentat de Bologne, qui fut exclu de celle-là uniquement à cause de l'insistance de la justice italienne.

Il y a trois mois, alors que les néo-nazis ratonnaient à Bondy et dans le quartier du Marais, poursuivant arabes et juifs de la même haine raciale, le commissaire Leclerc (responsable du service anti-terroriste), affirmait que rien ne prouvait que l'extrême-droite fut à l'origine de ces violences.

Cependant, il est troublant que depuis plusieurs années, les publications à caractère raciste aient pu renaitre de leurs cendres, mêlant l'ineptie à de soi-disant théories, basées sur la génétique et la biologie. La théorie fasciste se trouve souvent mêlée à l'anodin, vulgarisée par le « Club du Livre » et autre « Sélection du Reader indigeste » où l'on apprend, via Konrad Lorenz, que l'homme ne serait qu'un animal instinctif, animé par la nécessité grégaire et le besoin du chef. De même, les fameuses assertions des membres du GRECE, de toute cette « nouvelle droite » pourrie, sont à la mode et trouvent dans les média des oreilles attentives et indulgentes.

Tous ces faits se déroulent sur fond de crise des structures capitalistes, à un moment où Fiat licencie en Italie, où le chômage s'accroît, en Espagne, en France, en Angleterre, sans oublier que la RFA et la France sont en période électorale.

Dans le but de provoquer une sorte de psychose chez les électeurs, de déstabiliser l'Etat, les fils névrosés de la bourgeoisie européenne s'attaquent aux synagogues, à la foule, espérant faire surgir des régimes musclés.

La première réaction que l'on peut avoir devant quelques dizaines de fous dangereux, n'hésitant pas à s'attaquer à des crèche est, c'est évident, l'envie de meurtre, de les faire sauter, eux, leurs locaux et leurs torchons imprimés. C'est d'ailleurs bien la réaction qu'ils espèrent susciter.

L'augmentation des effectifs de police ne peut que renforcer l'autorité de l'Etat, et la surveillance accrue des néo-nazis ne les empêchera pas de nuire.

A court terme, il faut néanmoins, et il est nécessaire, que juifs et arabes, avec l'aide de l'ensemble de la population organisent leur défense, soutenus par les organisations anti-racistes et syndicales. Mais il ne faudrait pas oublier que les exactions fascistes sont liées au capitalisme lui-même, et que le fascisme en général sert à certains moments à régulariser la machine lorsqu'elle risque de se détraquer (en cas de montée révolutionnaire par exemple).

Fascisme et démocratie sont donc les deux facettes du capitalisme et on ne peut écraser l'un sans remplacer l'autre.

for 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULINS
ARDECHE : AUBENAS
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : ST. ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE-VALENCIENNES
OISE : CREIL
ORNE : ARGENTAN
PYRENEES-ATLANT QUES : BAYONNE
BIARRITZ
HT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHATEAUBRIANT
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : LE HAVRE
SOMME : AMIENS
VAR : REGION TOULONNAISE
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE
PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALAISEAU
 — ORSAY-BURES
 — RIS-ORANGIS
 — DRAVEIL
 — THIAIS, CHOISY
 — MASSY
 — VILLEJUIF
 — MONTRouGE

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE, RUEIL
 — VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Isère, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Cônecarneau, Brest, Cannes, Laon, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Brieu, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, le Puy, Angoulême, Hémin-Beaumont, Valence, Hyères, La Seyne-sur-Mer.

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON DES CHEMINOTS
 — LIAISON DU LIVRE
 — CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex
 Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11° : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voljine : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libéraires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local - salle communautaire du moulin de Paris - 02000 Merleux, (tel. (23) 80-17-09)

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4 jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

**PERMANENCE DES
 RELATIONS INTERIEURES
 TOUS LES SAMEDIS DE 14 A 17 h
 3 RUE TERNAUX PARIS 11°**

COMMUNIQUÉS

Le groupe libertaire de Marseille change d'adresse. On peut d'ores et déjà le joindre au 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille (dans le Panier). Ses permanences reprendront dès la parution de ce communiqué, le samedi de 14 à 17 h.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire dans la proche région de Cherbourg peuvent écrire aux R.I. qui les mettront en rapport avec le groupe local.

Un groupe est en formation à Caen. Toute personne voulant prendre contact avec ce groupe peut écrire aux R.I. qui transmettront.

Un groupe se constitue aux Ulis. Que ceux qui veulent lutter pour l'anarchisme prennent contact par l'intermédiaire des R.I. ou auprès des militants sur le marché, tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h.

Sur Pont Aude-Mer et proche région, les personnes désireuses de fonder un groupe libertaire pour intervenir dans cette partie de la Normandie, peuvent écrire aux R.I.

Tous les individus intéressés par la formation d'un groupe sur Châteauroux peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

Une liaison professionnelle sur le groupe ORTF est en voie de formation. Pour tout contact s'adresser aux R.I..

Le groupe d'Evreux reprend ses activités et appelle les libertaires d'Evreux et sa région à le rejoindre en le contactant par l'intermédiaire des R.I. ou en écrivant directement (voir liste des groupes).

Les thèmes abordés sont : le nucléaire, la militarisation, soutien à la lutte des insoumis. Des interventions sont prévues sur chacun de ces thèmes ainsi que sur le problème du Larzac.

Communiqué de la liaison Isère-Sassenage : tous les sympathisants libertaires désireux de s'associer à la liaison départementale peuvent écrire aux R.I. qui transmettront.

Toutes les personnes intéressées par la création d'une liaison libertaire sur la ville de Sète peuvent écrire aux R.I..

Les personnes intéressées par la propagande anarchiste dans les Cévennes et en milieu rural, peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et du Vigan, par l'intermédiaire des R.I., ou bien auprès des liaisons, lors de leur présence sur les marchés de : Florac, La Grand-Combe et Le Vigan.

Nous vous annonçons la création d'un second groupe F.A. à Marseille, groupe anarchiste quartier nord.

Le groupe du 11° annonce qu'il tiendra désormais une permanence à Publico, tous les mardis de 10 h à 15 h, et qu'il vend, tous les samedis matin, le Monde Libertaire, de 10 à 12 h 30, au marché Aligre dans le 12°.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire



FÉDÉRATION ANARCHISTE
 145, RUE AMELOT PARIS 11^{ème}

Affiche éditée par Publico

0,50 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires

(Frais de port compris pour la province).

"OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES." (AUTOGESTION)*

*C'est le moyen que se donnent les travailleurs pour gérer la production les échanges et la répartition, basés sur les besoins de la population, supprimant ainsi l'état et toute exploitation économique.

Fédération anarchiste, 3 rue Ternaux 75011

Affiche, 2 couleurs, éditée par le groupe Jacob. 25 francs les 50 affiches (frais de port compris). 2 F l'unité. Pas de commandes au-dessous de 50 ex.

SOMMAIRE

PAGE 1 Editorial

PAGE 2 Activités des groupes

PAGE 3 En bref

Corse :

Communiqués

Confédération Générale des travailleurs

Barbeau récidive

PAGE 4

La guerre du veau n'aura pas lieu Nucléaire : à l'ouest, rien de nouveau

Perspective des luttes...

PAGE 5

Andalousie : une réalité...

PAGE 6

Informations internationales

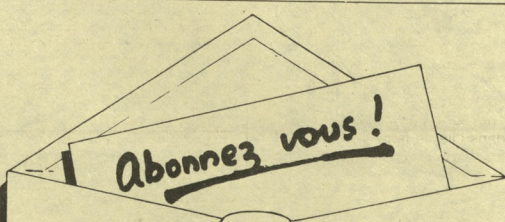
PAGE 7

Bande dessinée, Spectacles...

PAGE 8

Le théâtre de la rentrée

Racisme, antisémitisme...



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
26 n°	95 F	110 F	150 F	Tél. 805.34.08
52 n°	180 F	210 F	280 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville Pays
 à partir du N° (inclus).
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

Radio-Arcame est le titre d'une radio libre d'expression libertaire créée sur Ris-Orangis. Elle émet tous les dimanches matin à partir de 10 h, en FM, sur 95 Mhz environ.

Une exposition graphique Cent ans d'Affiches politiques françaises (du siège de Paris à 1980). Chronologie historique par Alain Gesson au Hall Garnier, 16, rue de la Libération à Enghien-les-bains jusqu'au 10 octobre 80. (Ouvert tous les jours de 14 h 30 à 18 h; samedi et dimanche de 14 h 30 à 19 h).

Hollande : depuis le 19 septembre, 11 réfractaires emprisonnés à la prison de Nieuwersluis, pour leurs actions antimilitaristes en faveur de l'objection de conscience mènent une grève de la faim. Envoyez lettres de protestation et télégrammes de soutien à : l'Ambassade des Pays-Bas (Hollande), 7, rue Eblé, 75007 Paris.

La Corse devant la Cour de Sécurité de l'Etat !

Devant la campagne de silence quasi général, orchestrée par la grande presse, se déroule devant la cour de Sécurité de l'Etat la suite des procès contre les nationalistes corses. Yves Stella, qui dénonce le rôle de leader du FLNC que l'on veut à tout prix lui faire endosser, n'en reconnaît pas moins son influence au sein de celui-ci et sa participation à différentes actions du FLNC. Yves Stella vient de prendre 15 ans fermes, une peine 3 fois plus forte que celle qui touchait Edmond Simeoni après la mort de 2 CRS, suite à l'action engagée par les forces de l'ordre lors de l'occupation armée des caves vinicoles Delpell, à Aléria, en 1975.

La Corse, aujourd'hui, vue de l'extérieur, est dans un calme relatif, cela est vrai. Mais la foule des problèmes socio-économiques va de l'agriculture de montagne asphyxiée à celle de la plaine qui profite à quelques gros colons, au tourisme des grandes sociétés qui n'attend qu'une éclaircie dans la situation politique orageuse, pour construire et investir de plus belle, détruisant les sites, et déversant des cargons de fessiers à bronzer.

La liste des problèmes est longue et il faudra sûrement y revenir. Pour l'instant, les choses ne sont pas au point mort ; dans l'île, le feu couve et il suffirait de quelques erreurs psychologiques du gouvernement — comme il sait si bien les faire en Corse — éprouves de force en particulier, pour réveiller l'esprit d'identité commune des insulaires et faire rejallir toutes les rancunes contre l'Etat considéré comme colonialiste.

A nous anarchistes de travailler, pour que les peuples qui rejettent des puissances étrangères le fassent aussi dans l'intention de rejeter leur propre bourgeoisie locale, postulant à la direction des affaires. Sinon tout sera à recommencer, la population demeurant esclave. Contre les Etats, même petits, il nous faut pérenniser la fédération des peuples.

Groupe Fresnes-Antony

COMMUNIQUE

Les bombes ont explosé, les vires des immeubles de la rue Copernic soufflés, plusieurs morts et une vingtaine de blessés, une voiture qui explose, augmentent le bilan des attentats antisémites. L'opinion publique est horrifiée, le gouvernement, quant à lui, par la bouche de Barre, se fait l'écho d'un antisémitisme latent, ce sont des innocents qui ont payé ! Aujourd'hui, des hommes sont coupables d'être juifs, Nord-Africains, noirs, etc.

L'unité nationale, de l'UDF au PCF, est chose faite. Tous protestent, tout un chacun incrimine le laxisme du Ministère de l'Intérieur, réclame la démission de Bonnet. Le syndicat de la police sur-enchérit et dénonce l'infiltration de la police par plusieurs dizaines de néonazis. Durant a laissé quelques collègues et militants fascistes derrière lui.

Après les attentats contre la crèche israéliite et l'école juive : « les Français n'ont rien à craindre des organisations néo-nazies, la FANE est dissoute, il n'y a pas d'organisations fascistes, mais de simples groupuscules » (Dixit Bonnet). La preuve? la police a démantelé « Action Directe » (organisation d'extrême-gauche) !! Il faut croire que

diaux à un réveil fasciste et raciste.

Le laisser-aller du gouvernement Giscard ne doit pas cacher cette réalité. L'arrestation des instigateurs des attentats, l'interdiction et la dissolution d'organisations fascistes ne résoudre rien ce problème inhérent au monde capitaliste. L'Europe policière, la politique raciste et réactionnaire de Giscard (projet Peyrefitte, loi Stoléru, etc.) sont les prémices d'une fascisation des sociétés libérales : la social-démocratie policière qu'est l'Allemagne de l'ouest en est un exemple. L'histoire nous a prouvé maintes fois que le fascisme présente, pour les tenants du pouvoir et du capitalisme, l'ultime recours pour maintenir une société de classes.

Les ripostes contre les attentats de la rue Copernic ne se sont pas faites attendre. des manifestations furent organisées, des mots d'ordre de grève lancés par les centrales syndicales. L'opposition de la population aux menées fascistes de l'Etat ou de l'extrême-droite ne passe pas par une auto-défense réclamée uniquement par la communauté juive. L'unité des travailleurs en dehors des accords politiques d'Etat? mais jors — demeure la première force op-



Photo : API-

L'Internationale fasciste n'a pas suivi le ministre de l'Intérieur et qu'elle crée des organisations nationales ailleurs. Bologne, Munich, Anvers, Paris : la boucle est bouclée. La campagne européenne raciste et antisémite est chose faite. Les policiers relâchent les inculpés, le fascisme se développe dans les sociétés libérales avancées.

S'opposer à cette montée du fascisme, lutter contre les organisations néo-nazies, dénoncer le racisme et l'antisémitisme ne revient pas simplement à demander à cor et à cri l'arrestation des coupables. Notre lutte contre le racisme et l'antisémitisme passe par notre lutte contre l'Etat et la dénonciation de la politique nationaliste de partis réformistes exacerbant un racisme populaire latent. La politique gouvernementale d'expulsion des travailleurs immigrés et étudiants étrangers, celle du parti communiste véhiculant un sentiment nationaliste imbibé du genre *Productions françaises* ne sont pas innocentes et véhiculent un racisme identique à celui dont se réclament les fascistes.

La crise économique accentue la différenciation des conditions de vie entre travailleurs immigrés et français, entre les populations des pays occidentaux et du Tiers-Monde. Le rôle imposé par le capitalisme mondial aux travailleurs immigrés, l'impérialisme des grandes puissances, l'exploitation des pays du Tiers-Monde, sont les facteurs primor-

positionnelle aux organisations fascistes. La défense de la condition humaine, l'opposition à la société policière reste la pierre angulaire de la classe ouvrière qui seule représente une force capable de contrecarrer la montée du fascisme.

La violence aveugle, le racisme et l'antisémitisme sont inacceptables. La Fédération Anarchiste lutte et luttera pour l'émancipation de l'homme. Aujourd'hui notre rôle est de lutter avec les travailleurs contre les politiques racistes de l'Etat et de l'extrême-droite. La Fédération Anarchiste a participé aux manifestations unitaires de protestation et ne compte pas seulement maintenir son opposition au fascisme dans le cadre réformiste, mais lutte aussi sur le fond : nous dénonçons le racisme, moyen pour le système capitaliste de diviser la société en nations, en classes. Division nécessaire à l'exploitation économique, s'appuyant sur une idéologie autoritaire qui mène les sociétés vers le totalitarisme, premier responsable de la montée du fascisme en Europe et en France particulièrement.

Et pour parachèver le tout, Peyrefitte vient de faire saisir l'affaire par la Cour de Sécurité de l'Etat. Aujourd'hui, l'extrême-droite, demain, qui ? (Soyez-nous-nous des lois sclérotées !!)

Secrétariat aux Relations Extérieures de la FEDERATION ANARCHISTE

COMMUNIQUE

Après voir perquisitionné la librairie *Parallèle* à Paris et *La Gryphe* à Lyon, le gendarmier, ne trouvant toujours pas les rédacteurs et les imprimeurs d'*Avus de Recherche*, s'en prend de nouveau aux diffuseurs, (voir ML n° 365).

Le 30 septembre 1980, celle-ci, sur commission rogatoire, a perquisitionné nos locaux (3, rue Ternaux) pendant près de deux heures, l'objet de la visite étant la saisie de journal *Avus de Recherche*, bulletin d'information des insoumis totaux. Près de 600 exemplaires qui n'étaient pas exposés à la vente furent saisis.

Des OP20 aux insoumis, à ceux qui les soutiennent, la chasse à l'ennemi intérieur continue ; elle ne s'arrêtera qu'avec la destruction de toutes les armées, derniers remparts de toute classe dirigeante.

Ce n'est pas une simple atteinte à la liberté d'expression ; nous nous insurgons contre le fait que les personnes présentes se soient vues enfermées dans la librairie, tandis que leur identité était relevée ; mais aussi la volonté déterminée d'empêcher toute contestation antimilitariste.

Fédération Anarchiste

CONFEDERATION GENERALE DES TIRAILLEURS

Extrait d'un récent communiqué du bureau confédéral de la CGT après une déclaration de Giscard sur l'armée : *Il ne suffit pas de réaffirmer son attachement au Service national lors de la fête du 14 juillet, encore faudrait-il mettre en accord les paroles et les actes.*

C'est bien vrai ça ! Scrouge ! Après l'énoncé de quelques critiques et revendications, la CGT explique qu'elle est pour : *La revalorisation du rôle des appelés par une meilleure formation, augmentation du nombre de cadres du contingent, meilleure utilisation des compétences.* Et elle attend : *La réponse à apporter à ces vœux du ministre. Un mépris de sa part pourrait être considéré comme un sabotage de l'outil de défense nationale. Fermez le ban !*

Le Séguy de la CGT a la tripe tricolore et aime bien voir les jeunes travailleurs marcher au pas. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, il est bien dans la ligne (de mire) du PC et de son Général (secrétaire) Georges... Martial !

Un Labin ou un âne ?

Maudire la Science, c'est maudire l'homme — écrit dans « le Monde » un certain Edouard Labin, ingénieur-conseil en éducation, s'il vous plaît, un Labin savant en quelque sorte. Cet animal s'en prend à ceux qui voient, en la Science, l'origine de tous les maux dont souffre l'humanité et qui plongent, par conséquent, avec délices dans l'irrationnalisme. Et, monsieur Labin, de dénoncer la littérature mystico-anarchiste des contestataires les plus radicaux qui soule les malheureux errants qui ont déserté les routes de l'esprit.

Que vient donc faire l'anarchisme dans les salades de ce Labin ? Ne sait-il pas, cet âne, que les anarchistes ne dénoncent pas la Science en elle-même mais l'usage qui en est fait dans un monde où tout est subordonné à profit et à la domination d'une classe ? A-t-il entendu parler de ces produits d'une certaine science que sont la bombe atomique, la guerre bactériologique, par exemple ? Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus, Paul Robin, Malatesta et bien d'autres étaient-ils donc des « irrationnalistes » ? N'est-ce pas plutôt le système que défend M. Labin qui marcherait sur la tête ?

Une chose est sûre, ce monsieur est de ceux, nombreux, qui cherchent toutes les occasions pour tenter de discréditer l'anarchie et les anarchistes.

Mots nouveaux et vieux remèdes

Avez-vous remarqué combien certains mots, parfois des néologismes, connaissent une grande vogue ces temps-ci ?

Il en est ainsi de « laxisme » (même racine que laxatif...) ou encore de « consensus » (prononcez con-sui-suce).

Le dernier-né est « décideur ». Il fait fureur, dans la presse comme sur les ondes. Il désigne, vous l'avez compris, des individus qui décident pour nous. De tout. Du tracé d'une autoroute, du sort de Manufrance, de l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff, de l'arrachage des haies en Bretagne, de la façon de nourrir les veaux, du nombre de marins à bord d'un chalutier, etc..

IL FAUT SE VÉRIFIER CONTRE LA VÉRITÉ ANARCHISTE QUI PONGE, DE JOUR EN JOUR, LES BASES DE NOTRE BEUVE SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCÉE



On ne les connaît pas, mais on peut faire leur portrait (robot) : un visage de marbre, leur cerveau contient un ordinateur, le cœur est une pompe sans chaleur. Ils bouffent des plats de racines cubiques sur des tables de logarithmes. En un mot, les technocrates sortis de l'ENA, de Polytechnique ou de Science Po. N'êtes pas décidés... à virer ces « décideurs » ? Les mots sont nouveaux, certes, pas les maux qu'ils représentent. Et pour les combattre, il existe de grands remèdes !

Ondes bénites

Le jour de la rentrée scolaire, à Paris, nous avons eu droit, au journal de 20 H sur TFI, à une belle émission de publicité gratuite en faveur des écoles dites libres. Avec, tout d'abord, les pleurs d'une dame-patronnesse expliquant que l'enseignement catholique refusait des clients par manque de monnaie pour construire de nouvelles crèches. Nous avons assisté ensuite à l'interview des parents qui, une grande leur d'intelligence dans le regard et la bouche en chose de poule, déclaraient en substance : *Nous avons confié nos petits anges à l'école catholique parce que c'est plus sérieux, ils travaillent mieux, ils sont plus suivis. Et puis ils auront une belle et bonne éducation religieuse.* Tandis que l'enseignement public, c'est le désordre, l'anarchie, quoi !

Et soyez tranquilles, braves gens : les maîtres de ces écoles sont à la Fédération auto-nomme...

Sébastien BASSON

BARBEAU RECIDIVE...

Après deux commissions rogatoires contre les rédacteurs d'*Avus de Recherche* et le GRIT, après le blocage sous huisserie de la boîte postale du journal *Insoumis*, la gente kaki (avec en tête le directeur de la Justice militaire et de la Gendarmerie, nous avons nommé le sinistre Barbeau), poursuit avec acharnement les dangereux insoumis et ceux qui les soutiennent. Jeudi 18 septembre, à 9 heures du matin, les flics de la police judiciaire de Mulhouse débarquèrent chez un OP20, membre de groupe d'objecteurs de Mulhouse, munis d'une commission rogatoire sur plainte de Barbeau n'ayant pas avalé que sa gueule figure sur les murs de plusieurs villes de France.

Après une heure de perquisition et deux heures d'interrogatoire au commissariat, les flics sont encore une fois rentrés bredouilles de leur « action directe ».

CHRISTIAN (groupe FA de MULHOUSE)

LA GUERRE DU VEAU N'AURA PAS LIEU

MERCREDI 10 septembre, l'UFC (mensuel *Que choisir*) lançait le boycott sur la viande de veau. Dès le jeudi, tous les médias répercutaient cet appel. Quinze jours après, on peut estimer que celui-ci a été largement suivi. La plupart des bouchers ne vendent plus que des quantités négligeables de veau. Les associations de consommateurs rejettent la faute sur les producteurs et sur l'emploi d'hormones chimiques. Les consommateurs ne veulent plus de viandes droguées.

Ce que nous pouvons dire tout d'abord, c'est qu'il en est ainsi pour toutes les productions industrielles de viande, depuis le système « hors-sols » des batteries où la quantité allie la fragilité. Que se passe-t-il derrière tout cela ?

A l'origine, un dossier préparé par le syndicat agricole paysans-travailleurs concernant deux éleveurs de Loire atlantique (*Libération* du 12 septembre) qui, ruinés par une mortalité excessive de leur élevage, se sont décidés à rompre le silence. Ils ont porté plainte contre X, s'appuyant sur deux documents mettant en cause la CANA (coopérative d'Anceis).

Comment se passe l'élevage du veau en France ? 20% des éleveurs font de la production fermière de veaux « sous la mère » ou écologiste ; ceux-ci n'ont que peu d'adeptes et ne peuvent commercialiser, en France, que 30% de leur production sous l'étiquette « veau de qualité ». Pour les autres 80%, ils sont intégrés aux firmes capitalistes. En effet, la majorité d'entre eux sont les « employés » des sociétés agro-alimentaires. Celles-ci détiennent tout le cycle de la production, de la naissance à l'abattoir ; de plus, on assiste à une spécialisation des régions, certaines orientées dans la naissance et d'autres dans l'emboche.

Processus d'intégration : l'éleveur se voit sollicité par un représentant d'une quelconque société agro-alimentaire. Prenons le veau pour exemple puisqu'il en est question ici (il en va de même pour le poulet, le porc, le lapin...). Notre éleveur professionnel, ou non, citadin reconverti ou retraité, va acquiescer ou aménager des bâtiments pour loger ses animaux. Et là commence le cycle : comme il n'a pas suffisamment d'argent, il emprunte au Crédit agricole, l'appui de la société alimentaire lui servant de caution. La firme lui procurera d'abord l'animal, la nourriture, les produits médicamenteux, et, l'élevage terminé, le veau sera dirigé vers l'abattoir, celui-ci étant imposé par ladite société ; tous les animaux sont achetés donc, pour l'éleveur, pas de problèmes de débouchés, celui-ci aura à sa charge les frais d'entretien, les soins et les intérêts des emprunts.

La carcasse du veau est vendue au cours du marché ; le bilan est alors établi entre l'éleveur et la société. La firme décompte

les frais de nourriture, des médicaments et du veau à la naissance, et l'éleveur reçoit le reste. Si celui-ci a affaire à une coopérative, celle-ci, grâce à la Caisse de peréquation (Caisse de compensation des cours), permet à l'éleveur d'avoir un revenu à peu près stable : dans le meilleur des cas, 15 heures par jour pour 1/2 SMIG (il ne faut pas oublier que bien souvent ces élevages sont à caractère familial). Si il a affaire à une société capitaliste n'ayant pas toujours d'accords précis pour régulariser les coûts, c'est la société qui décide : lorsque le cours du veau est défavorable, elle consent un « sacrifice » afin de ne pas décourager l'éleveur, et lorsque le cours redevient favorable,



elle récupère une bonne part des bénéfices (en majorant par exemple à l'éleveur le prix du veau à la naissance).

Là-dessus, le producteur doit payer ses traites et les intérêts, et de plus assumer tous les risques sanitaires : épidémies et mauvaises performances de l'animal. Si celui-ci fait faillite, la société agro-alimentaire, ayant cautionné les emprunts d'aménagements des infrastructures, liquide le malchanceux et repart avec un autre jusqu'à la prochaine fois.

Les sociétés agro-alimentaires, filiales de gros trusts industriels (par exemple : Sanders ; Gervais-Danone, filiales de BSN), travaillent en liaison avec les grands laboratoires pharmaceutiques. En effet, les animaux nés en atmosphère aseptique contrôlée sont privés de défenses naturelles ; la fragilité sera d'autant plus accentuée par les conditions d'élevage (hors-sols, batteries, claustration). Ainsi, ceux-ci ne peuvent vivre sans vaccins ni adjonction d'antibiotiques à leur nourriture. Les œstrogènes n'étant là que pour accélérer la croissance et le poids des animaux. Les firmes agro-alimentaires ont leurs propres vétérinaires, d'où la bataille récente des vétérinaires privés en désaccord avec le système actuel, plus pour des raisons de monopoles que pour une réglementation plus humaine, d'ailleurs.

Le Crédit agricole finance les élevages intégrés. Celui-ci est assuré ainsi d'opérations sans risque vu la caution de la société.

Le Crédit agricole étant sous la coupe de l'Etat, celui-ci une fois de plus, malgré ses dénégations, participe et contrôle la marche de tout ce beau système. Le cercle est bouclé. Ici apparaît clairement que la responsabilité n'incombe nullement aux producteurs, ceux-ci étant victimes des sociétés agro-alimentaires.

Les solutions ? Que demande la Fédération nationale bovine ? La mise en place d'un contrôle permanent de la fabrication et distribution de ces substances, en obligeant les laboratoires et les vétérinaires à tenir un registre analogue à celui qui est obligatoire pour les pharmacies, lorsqu'ils délivrent des substances toxiques.

Quant aux pouvoirs publics, ils attendent les entretiens de Bichat ayant pour thème « alimentation et santé ». D'ores et déjà, pas grand-chose de résolu : les producteurs n'ont pas eu la parole, pas plus que les consommateurs d'ailleurs. On ne parle même pas de nouvelles conditions d'élevage, ni des antibiotiques. Quant aux firmes agro-alimentaires, pas question d'y toucher, elles sont protégées. « C'est la faute aux producteurs ».

Une fois de plus, le vrai débat est occulté. L'Etat, par l'intermédiaire des mass-média manipule l'information, et les mouvements de consommateurs, par leur silence sur ce problème, cautionnent cette nouvelle forme d'exploitation des éleveurs.

Les problèmes des consommateurs et des producteurs sont liés et demandent une concertation. Celle-ci est impossible tant que l'élevage sera pratiqué pour le profit des vautours capitalistes qui imposent leurs conditions : la rentabilité n'est pas compatible avec la qualité. Alors que, comme toute production, cela devrait être régi par les accords entre consommateurs et producteurs, les seules conditions étant les besoins des uns et les conditions de travail des autres. Quant aux solutions proposées, ce ne sont que des réformes. Pendant longtemps encore, nous continuerons à manger de la viande dénaturée !

Jean-Geneviève CARLINA

NUCLEAIRE :

A l'ouest, rien de nouveau !

Du moins, pour le moment. Des escarmouches. Mais il semble que le pouvoir s'apprête au forcing, d'abord au Pellerin, à Plogoff ensuite.

Escarmouches au Pellerin : rien n'échappe à la vigilance de la population. Début septembre, des géomètres s'affairaient au carrefour du Pilon. Aussitôt, les paysans sont là : « on est de l'équipement et on fait un relevé pour aménager ce carrefour qui est le 32^e carrefour dangereux de France ».

— Ouais ! Vous nous prenez pour des bleus : regardez les plans d'EDF : ce carrefour marque le raccordement de la route de la centrale nucléaire projetée au réseau public. Alors, rippez !

On plante néanmoins des piquets, mais le lendemain, ils auront disparus. Ils disparaîtront d'autres fois, tant qu'on n'aura pas mis un gendarme par piquet... et encore !

A Plogoff, le 13 août, à 2 heures du matin, il y a eu un débarquement militaire hélicoptère. Cela confirme le sentiment des habitants qui ont affirmé, pendant l'enquête d'utilité publique, que le cap était occupé par une année étrangère. Cette manœuvre avait pour but de contrôler la capacité et la rapidité de riposte de la population et aussi de vérifier dans quelles directions partait la réaction.

On a aussi mouillé 2 balises en mer pour marquer quelque chose pour l'EDF. L'une d'elles a rapidement disparu.

Depuis début septembre, la presse se fait l'écho de bruits. Le 6, on écrivait que le Ministère de l'Industrie avait donné son feu vert à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin. Aussitôt, réaction des maires du Pellerin et de Cheix auprès du cabinet du Premier Ministre. Réaction également d'Edmond Maire au meeting de rentrée à Nantes, rappelant l'opposition de la CFDT au projet d'EDF. On dit que le service de sécurité nucléaire, dépendant du Ministère de la Santé et opposé au projet, se serait laissé convaincre (!) contre promesse que les enceintes de béton de la centrale seront renforcées, ce qui se traduira par une augmentation de 15% du coût de ce monstre. Mais les abonnés paieront, tandis que les marchands de ciment se frottent les mains !

Les « patrons » régionaux d'EDF ont déclaré à plusieurs reprises que les appels de candidature pour les travaux allaient paraître incessamment. M. Logre, responsable des études scientifiques pour le Pellerin (EDF) a demandé aux chercheurs en hydro-biologie de l'université de Nantes de terminer rapidement leurs études sur l'estuaire et de remettre leurs conclusions le plus rapidement possible, alors que ces recherches étaient abandonnées depuis plusieurs mois. Le chef d'aménagement EDF qui avait réussi, à Chinon, l'opération RACINES (intégration du personnel du grand chantier dans le tissu social préexistant) serait incessamment muté au Pellerin pour superviser le chantier.

L'EDF a l'intention de mener de front les chantiers de Plogoff et du Pellerin pour, paraît-il, diviser en deux les forces opposées au nucléaire. Il a donc décidé que la région équipée de Tours conserverait celui du Pellerin et que celle de Clamart hériterait de Plogoff. Enfin, deux importantes sociétés nantaises, travaillant pour le nucléaire, recherchent des ingénieurs de l'Ecole des Arts et Métiers.

Peut-être en saura-t-on davantage le 8 octobre après la venue, à Nantes, d'André Giraud, Ministre de l'Industrie, qui vient parler aux industriels locaux de « l'innovation ». Est-ce un hasard ?

Mais, EDF, pour le moment, n'a réussi à acheter que 1 000 m² de terrain sur les 280 hectares nécessaires (au début) à la construction du monstre. Malgré de nombreuses démarches, elle n'a obtenu aucune promesse de vente. Bien sûr, le moment venu, certains gros propriétaires terriens (en particulier un amiral habitant la Normandie) seront disposés à rendre service au pouvoir, ainsi que le port autonome de Nantes-St Nazaire, qui possède du terrain sur le site ou aux abords et qui, actuellement, par M. Régent, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes, est la locomotive du projet, qu'EDF semblait avoir abandonné devant l'opposition de la population.

Mais de l'autre bord, on ne reste pas inactif, et la riposte se prépare.

JAKEZ

Perspectives des luttes antinucléaires

Après le rassemblement contre l'usine de retraitement de la Hague les 25, 26, 27 juin dernier, quelques questions viennent à l'esprit devant le mercantilisme et l'attentisme des organisateurs. Quelle efficacité ces rassemblements offrent-ils dans les luttes ? Ne servent-ils pas à cautionner les vues électorales de Brice Lalonde et autre Bouchardou de tous poils par leur manque de combativité ? Ne sont-ils pas devenus les lieux à la mode où chaque chapelle politique vient vendre ses prophéties, ses analyses, ses solutions ? N'est-il pas temps que tous les individus opposés aux centrales prennent leurs affaires en mains et utilisent des moyens plus directs et plus persuasifs pour stopper l'avènement d'une société chaque jour plus policière, chaque jour plus répressive ?

La lutte antinucléaire est une lutte contre l'Etat, contre le capital ; elle ne peut se contenter de demi-mesures. Il est temps d'opposer toutes les forces vives du mouvement contre l'édification de toute nouvelle centrale. L'Etat nous impose ses choix, opposons lui les nôtres. Tant pis si la lutte est violente. Seule la force de notre détermination pourra imposer l'arrêt du nucléaire.

Après l'exemple de Plogoff, du Pellerin, de Chooz, les populations locales ont montré qu'elles étaient capables de s'organiser et de résister, voire de violence, à l'état de siège policier imposé par les gouvernants. C'est le moment de faire la jonction entre tous les points chauds de la lutte antinucléaire et de radicaliser le mouvement en le coordonnant à la base et tous ceux qui luttent localement contre l'armée, contre le capital, contre toutes les oppressions. Le choix nucléaire est une aberration écologique, mais aussi une des conditions essentielles de survie du capitalisme en crise ; en faisant la jonction entre les mouvements anti-nucléaires locaux et ceux qui luttent dans leurs usines contre le capital, il n'y a qu'un pas, que le mouvement libertaire doit aider à faire pour affirmer la radicalité de la contestation antinucléaire. La lutte sera à mener à la base, comme toutes les luttes, par les intéressés eux-mêmes, sans délégation de pouvoir, sans dirigeants, avec comme moyen l'action directe et la détermination farouche des populations opposées à la folie radieuse.

SOYONS ACTIFS AVANT D'ETRE RADIO-ACTIFS — RESISTANCE AU NUCLEAIRE.

B. BOTTELLE
(liaison FA de Soissons)

ANDALOUSIE REBELLE :

UNE REALITE SOCIO-ECONOMIQUE

A l'extrême-sud de l'Espagne, s'étend une région qui ne devient d'actualité qu'en période estivale : l'Andalousie. Célèbre par ses plages (Costa del Sol), son brûlant soleil, sa Sierra Nevada, elle se voit envahie, en été, par des millions de consommateurs de souvenirs ensoleillés vendus avec force « béton-disco ».

L'Andalousie : ses plaines lumineuses, son soleil légendaire, ses nuits gitanes... et ses paysans sans terre ! Ces paysans qui se louent pour 60 francs par jour, quand il y a un travail pour eux. L'Andalousie révoltée par la vie que lui fait mener l'Etat et le Capital ! Alors, un conseil, seniorito-grand propriétaire terrien, prends garde ! Dès que la CNT sera prête, et la terre rendue aux paysans, il te faudra labourer pour te nourrir. Oui ! Un peu comme en juil-

Aujourd'hui, les données économiques sont bouleversées. Les provinces riches de l'Espagne, les pays industrialisés d'Europe occidentale connaissent une crise économique profonde ; ces derniers limitent l'immigration, et les vagues successives de jeunes prolétaires des campagnes viennent grossir les rangs des 350 000 chômeurs andalous. Parmi ce nombre impressionnant de chômeurs (rappelons que 350 000 chômeurs pour 6 millions d'habitants, cela se traduit en France par 3 150 000 chômeurs !), il y a 150 000 journaliers agricoles, sans revenus, et dépendant très étroitement de ce subsidé étatique, pour assurer la soudure. Or, le crédit pour « l'emploi communautaire » bat les records du ridicule, face à la taille du problème. Travailler 3 jours — grâce à l'aide de l'Etat — alors qu'il

vince de Séville, où la CNT dispose de 10 locaux et rallie entièrement les paysans du pueblo de Preveda (le huitième). Dans les autres provinces, il y a 19 fédérations locales de la CNT, regroupant environ 300 cotisants à jour et une dizaine de milliers d'adhérents. Même s'il manque beaucoup aux syndicats andalous de la CNT pour retrouver leurs 150 000 adhérents d'avant 1939, une fédération paysanne de la CNT s'est créée (regroupant plus d'une vingtaine de syndicats) et édite un journal *La Vérité du Paysan*. Il reste cependant un long chemin à parcourir pour convaincre la paysannerie andalous, aujourd'hui globalement désorganisée.

Tout a démarré dans le bastion où SOC et CNT se disputent l'influence : le SOC contrôlant 7 communes, la CNT une : la Sierra-Sud de Séville. A la suite d'une grève de la faim d'un pueblo (Marinaleda) de 1 500 habitants qui a duré 2 semaines, le gouvernement a courbé l'échine, un peu trop partiellement au goût des paysans, accordant un maigre subsidé. Immédiatement, les assemblées de journaliers se sont déclarées prêtes à la grève générale. Le 24 août, prenait fin la grève des 1 500 habitants de Marinaleda (SOC) et le 28 août commençait la grève générale dans la Sierra. La presse nationale a fait écho des « problèmes » de la paysannerie andalous, et des actions de solidarité avec cette grève générale, en particulier à Séville où « à l'initiative de la CNT, de nombreuses assemblées générales ont eu lieu dans les secteurs bancaires, et une grève partielle a affecté le secteur des taxis de la capitale andalous... ».

Bien sûr cette grève a été un avertissement sérieux pour les politiciens qui s'empresent de trouver une solution rapide (une rallonge, quoi !) pour acheter le silence des paysans. Bien entendu, la CNT n'a pas eu la puissance d'étendre la lutte à toute l'Andalousie, voire l'Espagne, où l'action directe aurait pu imposer l'expropriation partielle, sinon totale, des terres appartenant aux senioritos, résolvant par là-même la crise dont souffre l'Andalousie : la terre, propriété du cacique. Toutefois, la CNT a fait entendre sa voix et les prolétaires des campagnes ont été réceptifs ; encore un effort, camarades anarchistes des champs d'Andalousie, et la révolution sociale, expropriatrice, gestionnaire et libertaire donnera la terre à celui qui la travaille.

Dans les assemblées d'agriculteurs qui ont fait ces grèves, seuls les journaliers cénétistes préconisaient l'action directe, sans réclamer d'aumône de la part du gouvernement, tout en exigeant une issue réaliste que de nombreux journaliers ont accueillie avec chaleur. Mais, la chaleur ne suffit pas, et il manque, en Andalousie, la confiance en un outil opérationnel pour la révolution sociale : la CNT-FAI.

Pour conclure, je laisse la parole aux paysans de la CNT d'Espagne, où l'essentiel des accords du V^e congrès ont été repris par voix de tracts, diffusés à plusieurs milliers d'exemplaires, pendant les assemblées générales de villages, lors de la lutte menée à la fin du mois dernier.

La Confédération Nationale du Travail aux journaliers, paysans et ouvriers de Séville :

Compagnons, devant la mécanisation à outrance et irrégulière des champs qui envoie au chômage beaucoup des nôtres, devant les 18 000 chômeurs pour la seule province de Séville, devant les 100 000 oliviers arrachés ces derniers mois pour semer le tournesol où ils n'ont pas besoin de nous, devant l'émigrant qui, sans autre alternative, revient à sa terre pour retrouver la misère et la faim, devant tout cela, et plus encore, dont tous nous sommes victimes, le gouvernement nous nie l'aumône que constituent les fonds pour l'emploi communautaire, faisant une provocation aux paysans andalous, historiquement combattifs, le village de Marinaleda, avec sa grève de la faim, nous a montré sa haute conscience de lutte et de rébellion. Aujourd'hui, nous devons, nous les journaliers et travailleurs retrouvant notre dignité d'hommes libres, dire ASSEZ ! Assez d'arbitraire, et, en solidarité avec nos compagnons, laissons de côté la résistance passive, pour entamer

notre lutte de front, pour obtenir du travail POUR TOUS.

Les fonds communautaires ne suffisent pas. Ils sont le pain d'aujourd'hui et la faim de demain, une chaîne en forme d'aumône que le gouvernement utilise pour taire notre voix.

Le comité régional d'Andalousie de la CNT vous convie à la grève générale illimitée, à partir d'aujourd'hui, 28 août, pour un poste de travail pour TOUS.

Pour cela, rompons nos chaînes et exigeons :

- 1- expropriation de toute propriété mal cultivée, abandonnée, terrains de chasse, etc., ces terres devant être cultivées par les collectifs de journaliers ;
- 2- semaine de 35 heures ;
- 3- retraite à 55 ans, avec 100% du salaire ;
- 4- suppression des heures supplémentaires ;
- 5- création de Bourses du Travail par les syndicats, sans intervention de l'Etat ni du patronat en leur sein, par le contrôle de l'embauche par les travailleurs, évitant ainsi les listes noires ;
- 6- commercialisation directe des produits de la terre ;
- 7- transformation de la structure des cultures... ;
- 8- Sécurité sociale comparable à celle des travailleurs industriels.

Compagnons, paysans andalous, réveillez-vous ! Tous à la grève générale ! Réalisons une fois pour toutes l'occupation des terres abandonnées par les caciques... Gagnons pour toujours de l'Histoire l'image du seniorito andalous. La Terre pour qui tu travaille ! Prends-la, elle est à toi.

CNT-AIT

NOTE : les anti-syndicalistes, s'il y en a parmi nos lecteurs, pourrions taxer de réformistes les objectifs du tract imprimé par la CNT. Comment se fait-il que la CNT soit le seul syndicat à réclamer la terre aux



let 1936.

Cette région d'Espagne compte 8 provinces totalisant plus de six millions d'habitants, parmi lesquels 700 000 sont encore illettrés. La population active est composée de 30 % d'agriculteurs qui se répartissent de la manière suivante :

	petits propriétaires	journaliers (sans terres)
Almería	18 929	19 140
Cadix	38 062	4 381
Cordoue	65 829	5 303
Grenade	49 473	13 331
Huelva	22 630	2 795
Jaen	51 659	4 623
Malaga	41 149	3 749
Séville	80 904	6 932
Total	365 526 (85,8 %)	60 254 (14,2 %)

Ce tableau effectué avec des données de 1980 parle de lui-même. L'immense majorité de la paysannerie (85,8%) se trouve être, en réalité, un prolétariat dont la situation est plus que précaire. Ajoutons que 6% des propriétaires terriens possède 62% de la « richesses imposable », et la situation deviendra claire.

Les grands caciques, propriétaires de milliers d'hectares ont, depuis quelques années, mécanisé à outrance l'agriculture (tournesol...). Restent l'olive, le coton et la vigne où de nombreux journaliers sont employés selon la quantité de travail nécessaire. Les saisons guident la demande de main-d'œuvre. Entre deux périodes d'activité, le paysan se retrouve au chômage, sans indemnités d'aucune sorte. Il lui reste les terres municipales, espace communautaire préservé depuis plusieurs siècles, où le travail se fait au profit des communes, des pueblos. Le capital nécessaire à l'entreprise des travaux liés à la culture et l'entretien de ces « terres collectives », constitue le problème du moment. En effet, ce capital est accordé par l'Etat sous forme de crédits périodiques ; c'est une espèce d'aumône « donnée » aux villages pour que puissent survivre les journaliers jusqu'aux prochaines récoltes.

A l'époque de l'émigration massive des travailleurs andalous vers les pays riches (de la CEE), le surplus de main-d'œuvre est absorbé sans accroc. La voix des paysans était étouffée par la dictature ; la richesse des senioritos s'étalait, insolente, non loin des misérables pueblos.

va falloir chômer 1 mois pour attendre les vendanges, ça met en colère plus d'un travailleur de la terre en cette Andalousie riche d'un passé révolutionnaire et anarcho-syndicaliste. Et sa colère se retourne contre l'Etat et les propriétaires. Au mois de Juin, les paysans andalous sont passés à l'action directe, incendiant les récoltes là où le chômage battait des records accablants. A Cadix, pour ne citer qu'un exemple, 300 incendies ont réchauffé la campagne de ce feu rouge et noir qui fait si peur à l'Etat et aux possédants. Actes, la plupart du temps, spontanés, la combativité des journaliers a provoqué plus d'une diarrhée en haut lieu ; les insultes, une campagne de criminalisation déclenchée pour enrayer « les exactions criminelles de chômeurs, attisées par la haine des agitateurs professionnels du SOC et de la CNT » (cf. la presse du moment a donné une envergure nationale à cette jacquerie du XX^e siècle, encore inorganisée et épidémique.

Vers la deuxième moitié du mois d'août, (oui, il y a à peine un mois), les choses se sont calmées avec cependant un point noir : la sierra sud-sévillane. C'est que les grandes masses paysannes d'Andalousie sont inorganisées, et cet éloignement du pôle syndical réside en partie dans le dégoût et le scepticisme qu'ont produit les centrales syndicales majoritaires, avec leurs pactes successifs et leur manque total de combativité. L'implantation des Commissions Ouvrières (communistes) et de l'UGT (socialiste) est très limitée et étroitement liée à leur activité du moment. Il y a, toutefois, 2 autres organisations présentes dans la région : le SOC et la CNT.

Le SOC (Syndicat des Ouvriers des Champs) usurpe la place historique de la CNT, pratiquant un radicalisme verbal, démenti par l'action, et infiltré par les maoïstes du Parti du Travail et les marxistes chrétiens. Son implantation est réelle en Andalousie et dans la sierra-sud de Séville ; il est majoritaire dans 7 grands pueblos sur 8 touchés par les événements qui motivent cet article.

Les syndicats paysans de la CNT (anarcho-syndicaliste) sont encore faibles pour propager des actions d'envergure. Ils sont, toutefois, capables de radicaliser une situation et de dénoncer les manipulations politiques des autres organisations présentes dans les luttes (ex. SOC). Ces syndicats se sont développés essentiellement dans la pro-



paysans, mieux, à la collectivité des paysans ? Réclamer le plein emploi, les 35 heures, l'abolition des pratiques dégradantes de l'embauche sur la place publique qui sont encore réalisées dans tous les villages, c'est être réformiste ? Sans doute. Mais en attendant la révolution sociale, il y a un espace : celui de la lutte quotidienne pour de meilleures conditions de vie. Et, face à cette nécessité de résistance : 2 attitudes : laisser les mains libres au réformisme, en n'ayant aucune pratique syndicale ; occuper l'espace de résistance au Capital, en réapprenant aux exploités les tactiques de lutte radicale (ex. l'action directe, ou action menée sans intermédiaires, directement par les intéressés avec le minimum de délégation), aidant de la sorte à constituer une frange révolutionnaire d'où, seulement, peut surgir l'outil anarchiste pour la révolution sociale.

JOSE (groupe de Sevrans-Bondy)

informations internationales

INFORMATIQUE ET REPRESSION EN R.F.A.

D EPUIS 1976 aliéu, chaque année, à Wiesbaden, la plus grande exposition mondiale d'armes électroniques militaires, la MEDE (1). En 1979, quelques 200 exposants de 45 pays et environ 10 000 visiteurs y ont pris part. Des détecteurs de missiles aux appareils munis de système infra-rouges en passant par les micros miniaturisés — j'en passe et des meilleures ! —, le choix est abondant. Chacun y trouve son compte pour qui veut assourdir sa domination.

Qui sont les exposants ? Des représentants des dictatures militaires d'Amérique du Sud, du Proche et de l'Extrême-Orient, ainsi qu'une délégation de l'OTAN. Cette liste n'a rien d'exhaustif.

La gamme des composants électroniques pour les massacres à grande échelle figure en bonne position. Notons, en particulier, les renfileurs électroniques qui permettent, durant la guerre au Vietnam, de détecter les êtres humains disséminés dans l'épaisseur de la jungle et de les tuer.

Mais la partie la plus importante de cette exposition concerne les systèmes de surveillance électronique. Celle-ci requiert tout spécialement l'attention des représentants de l'ordre qui viennent s'informer sur toutes les dernières nouveautés, dans le but d'améliorer leurs possibilités « techniques » (2).

En RFA, les systèmes de surveillance et de fichage électronique se sont considérablement développés suivant un plan élaboré depuis plusieurs années, avec des accélérations successives s'appuyant sur la fièvre anti-terroriste orchestrée par les médias. Ainsi, des caméras, installées aux principaux carrefours et dans les rues commerciales facilitent la surveillance et le contrôle de la population par les services de l'ordre. Dans le même ordre d'idées, les contrôles optiques aux postes de travail et les micros dans les appartements.

Une ribambelle de services de l'Etat organise le fichage et la répression. Citons notamment le BKA (police criminelle fédérale), les LKA (3) (police criminelle régionale), le BFV (office fédéral de la protection de la constitution), le BND (services d'espionnage et de contre-espionnage), le MAD (sécurité militaire), le BGS (police fédérale de la protection des frontières). De 1969 à 1975, les dépenses annuelles du BKA et du BFV sont passées de 52,3 à 213,7 millions de DM. Parallèlement, le nombre des fonctionnaires de ces services ont doublé.

Ces mesures ne sont pas à séparer de la signature, le 28 janvier 1972, par le social-démocrate Willy Brandt — sur proposition des présidents-ministres des Länder — du décret permettant de frapper « d'interdiction professionnelle tout candidat à la fonction publique ne donnant pas TOUTES LES GARANTIES NECESSAIRES QUANT A SA FIDELITE A LA CONSTITUTION ». D'où, 3 millions d'enquêtes débouchant sur plus de 8 000 interdictions professionnelles (4).

Un comité permanent des services de renseignements fonctionne depuis 1975, liant coordination et rendement (efficacité) dans la gestion des organismes répressifs et amenant un renforcement et une centralisation de la police et des services secrets. Un des supports de gestion est le fichage électronique. Le fichage s'effectue principalement par l'utilisation de deux ordinateurs : INPOL et NADIS. Mis en œuvre depuis 1972, le cerveau d'INPOL se trouve à la centrale de Wiesbaden. C'est une gigantesque mémoire qui gère une multitude de données interconnectables. Pour avoir une idée précise de son développement, il suffit de connaître le nombre de ses terminaux, passés de 12, initialement, à 1 600 (6), et avec comme perspectives futures des terminaux de poche permettant, de n'importe quel coin géographique, de rentrer en communication avec la centrale de Wiesbaden.

Les groupes de données gérés sont les suivants : fichier de recherche (objets perdus, volés, recherchés) ; index central des personnes (fichier concernant plus de 3,5 millions de gens ; fichier pénitentiaire (comptabilité des entrées et sorties dans les prisons) ; documentation informatique de criminologie (titres, auteurs, rubriques) ; dactyloscopie (fichage électronique des empreintes digitales (7) ; fichiers des données très diverses (sources : dénonciations, suspects, adresses collectées) ; fichier d'enquête délits-délinquants (opérations statistiques, probabilité).

Le second ordinateur, NADIS, constitué de 1969 à 1975 est installé dans les locaux du BKV à Cologne. Sa tâche consiste à renvoyer, selon la demande, à des dossiers stockés dans les différents services. Il gère les renseignements sur plus de 8 millions de personnes, soit un adulte sur 5.

La logique de l'informatique poussant aux interconnexions, il est certain qu'INPOL et NADIS collaborent étroitement (8). Il faut noter aussi un fichage spécialisé dans un domaine bien précis : BEFA 7 s'intéresse à la scène terroriste, BEFA 9 aux manifestations violentes.

L'augmentation du potentiel des données, suggérée par une délation systématique (9) est liée à l'informatisation des papiers officiels, en premier lieu, la carte nationale d'identité. Cette informatisation sera totalement réalisée en 1981 pour les cartes d'identité, en 1982 pour les passeports et les permis de conduire. Cela permettra, en 1987, l'enregistrement automatique par minicassettes de ces données, par n'importe quel représentant de l'ordre (10).

Le but de toutes ces mesures est la surveillance totale par l'Etat de chaque individu, pour assurer le maintien de son système politique fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. L'autorité a trouvé, avec l'informatique, un support technologique sans précédent pour renforcer la répression. Encore une preuve, s'il en fallait une de plus, pour démontrer que la science est, avant tout, dans un système autoritaire, un moyen de perpétuation de l'existence de ce système.

(1) Military Electronic Defense Exposition.

(2) Voir la création récente, en France, du Centre d'Etudes et de Recherches pour la police nationale, ainsi que la gestion informatisée des patrouilles, permettant de suivre leurs positions et la mise en mémoire des empreintes digitales, voix, etc.

(3) Sont au nombre de 11 (un par Land).

(4) Ce chiffre est certainement inférieur à la réalité vu l'étendue de la répression.

(5) INPOL : système d'informations de la police ; NADIS : système d'informations nécessaires à la recherche.

(6) Postes frontières, ports, aéroports, commissariats.

(7) Plus de 2 millions d'empreintes digitales sont traitées électroniquement et on recherche une systématisation de la prise d'empreintes pour augmenter le stock.

(8) INPOL se trouve déjà interconnecté avec la banque d'information centrale de la circulation. (25 millions de véhicules enregistrés, le registre central des étrangers (5 millions), le registre central fédéral (5 millions) et les innombrables fichiers locaux.

(9) Voir l'émission télévisée « XY... non résolu » qui incite la population à rechercher les coupables non encore retrouvés par la police.

(10) Il est prévu, pour 1982, une connexion totale au niveau d'un fichage informatisé international (cf. l'établissement des pièces d'identité informatisées pour les travailleurs immigrés, dans un premier temps, avant son extension à toute la population, cf. la formation de l'espace judiciaire européen).

Documents sur Gdansk

Les textes qui suivent sont tirés de *Solidarnox*, le bulletin de grève des ouvriers de Gdansk. C'est un échantillon qui montre assez bien les diverses préoccupations des grévistes. *Solidarnox* a aussi publié, entre autres, une déclaration du pape, des textes de dissidents, des déclarations de soutien venant de Pologne ou de l'étranger, des compte-rendus des négociations, des documents du parti, etc..

Visite d'une délégation du MKS de Szczecin

Hier, le 23 août, une délégation du Comité Inter-entreprise de Grève de Szczecin est arrivée tard dans la soirée aux chantiers navals de Gdansk. Le MKS informations obtenues des délégués.

Le MKS de Szczecin s'est formé le 18 août dernier. Le 23 août, 134 entreprises s'étaient jointes au MKS de Szczecin. Depuis jeudi, le 21 août, le MKS de Szczecin mène des négociations avec une commission gouvernementale, sous la présidence de K. Barcikowski. La liste des revendications avancées est très semblable à celle de Gdansk. La milice et le service de la sécurité — au contraire de la situation à Gdansk — ne troublent pas le déroulement de la grève. Il n'y a pas eu et il n'y a pas de blocage des communications téléphoniques. La position de K. Barcikowski — d'après la relation des délégués de Szczecin — se caractérise par une beaucoup plus grande inclination aux concessions que celle du président de la commission gouvernementale de Gdansk, M. Jagielski.

La visite de la délégation de Szczecin est sans doute le début d'un échange constant d'informations entre les deux MKS, et nous avons l'espoir qu'il se transformera aussi en une collaboration constante entre les deux centres.

La rédaction

Solidarnox n°2 du 24/8/80

Le monument aux ouvriers des chantiers navals tués en 1970

Le projet d'un monument aux ouvriers des chantiers navals tués en 1970 est né le 14 août 1980, le premier jour de la grève avec occupation des travailleurs des chantiers navals Lénine à Gdansk. Le monument est une construction haute de 30 mètres, formée de 4 croix se joignant par les bras, et d'ancres sur le tronc commun. Le chiffre wł symbolise les premiers ouvriers des chantiers navals tués en décembre 1970 près de la porte 2 des chantiers navals de Gdansk. Dans la symbolique nationale polonaise, depuis un millénaire, la croix est toujours le symbole de la foi et du martyre, l'ancrage — au contraire — l'espoir. En décembre 1970, on a oublié cet espoir. La flamme sous les croix représente la vie. Que ce monument reste dans la mémoire de tous ceux qui voudraient nous réaliser ces symboles.

Solidarnox n° 4 du 25/8/80

Recette à la polonaise

Prendre ce qu'il n'y a pas ; ajouter du sel et du cumin ; en-

suite, mélanger avec ce qui manque momentanément sur le marché. Mélanger longuement et exactement comme on s'en nuie ; arrêter, et le verser sur ce qui ne reste absolument pas chez nous. On peut le cuire soit en le faisant frire, soit en le faisant rôtir à la broche, en l'enduisant de ce dont on ne peut même pas rêver. Tout le monde chez nous fait cela. Pour chacun ça suffit. Sur cela, justement, se fonde le miracle économique polonais.

Pour les femmes

Une fois chez le docteur arrive une femme Monsieur le docteur examinez-moi. Vous vous trompez, je suis vétérinaire. En général je ne reçois pas les humains. Monsieur le docteur, mais je me sens justement comme une bête. Quand je me lève le matin, croyez-moi, je cours à travers la maison comme un chat éternel. Je cours au travail comme un cheval au trot, je m'accroche à l'autobus comme un singe. Je suis surmenée comme un âne, je suis chargée comme un chameau. Je défends ma vie conjugale comme une lionne, quand je reviens le soir du travail. Et quand je m'endors, au-dessus de ma tête, mon mari chuchote — pousse-toi hibou. Aussi peut-être avec un remède miraculeux, vous me ferez redevenir un Etre HUMAIN.

Solidarnox n° 4 du 25/8/80

Concert aux chantiers navals de Gdansk

Le 25 août 1980, un concert de solidarité d'artistes de Gdansk a eu lieu aux chantiers navals Lénine de Gdansk. Des œuvres de Chopin et de Moniuszko ont été jouées. Ont pris part à ce concert : Elwira Hodinarowa, piano ; Elżbieta Hornung, chant ; Jan Gdaniec, chant ; Adolf Malinowski, présentation. Ce concert a été chaleureusement accueilli par près de mille personnes.

Solidarnox n° 6 du 27/8/80

Que font les autorités ?

Le Comité Inter-entreprises de Grève a posé comme condition préliminaire, au commencement des négociations, le rétablissement des communications téléphoniques. Pourquoi la réalisation de cette revendication a-t-elle été reconnue si importante ? Eh bien, dès le début de la continuation des grèves

sur le littoral, les autorités se sont efforcées — et à ce niveau, elles l'ont dissimulé — « d'isoler » le reste de la Pologne d'une information quelconque sur ce qui se passait vraiment sur la côte baltique.

La presse publie des articles mensongers, la radio et la télévision se taisent ou bien déforment. Dans cette situation, une bonne liaison téléphonique serait une mesure préventive. Les grévistes pourraient informer leurs connaissances dans d'autres villes sur la situation réelle sur le littoral. Des informations vraies paraîtraient aussi dans les publications, hors de portée de la censure.

Que font les autorités ? Elles interrompent la liaison téléphonique, et elles arrêtent les militants de l'opposition qui diffusent des informations sur les grèves.

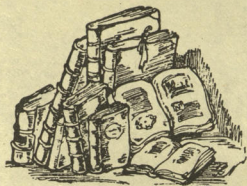
Depuis le 19 août 1980, on a arrêté à Varsovie 25 personnes — et ce sont, à coup sûr, des informations incomplètes — membres et collaborateurs du Comité d'Auto-défense Sociale (KOR), rédacteurs des publications indépendantes *Robotnik* et *Placowka*, intellectuels s'étant solidarisés avec l'action des ouvriers. Comme la milice peut arrêter une personne pour 48 heures sans mandat, une partie des personnes : J. Kuron, W. Luczywo, H. Wujec, J. Sreniowski, J. Lityński, D. Kupiecki, A. Michnik, a été transférée, après l'écoulement des 48 heures dans un autre commissariat. Ces personnes séjournent depuis une semaine dans les commissariats de la milice. Deux personnes — H. Wujec et J. Sreniowski — ont réussi à s'enfuir pendant le transport grâce à des circonstances fortuites.

On ne peut pas communiquer par téléphone avec l'appartement des membres de l'opposition démocratique. Il en est de même dans les autres régions du pays. On a mis aux arrêts, chez lui, Zdzislaw Mnich de Bielsko-Biala ; il a été interrogé plusieurs fois. La raison en était qu'on voulait maintenir secrète l'information que l'entreprise FSM de Bielsko-Biala était en grève. Il est arrivé la même chose à Stefan Kowalczyk, mineur de Nowa Ruda, Wacław Mojeck de Tarnow, Stefan Siekanowicz de Gorzów Wielopolski, Ludwik Werla de Wrocław, A. Cracovie, on a passé à tañac Paweł Witkowski et Wojciech Sikora, à Torun, Stanisław Smigiel et Konrad Turzynski. Ce sont des militants de l'opposition démocratique.

En gardant les militants de l'opposition derrière les barreaux des prisons, les autorités pensent garder secrètes, derrière les grilles de la censure, les informations sur la situation sur la côte baltique. Y sont-elles parvenues ?

Solidarnox n° 6 du 27/8/80

traduction du secrétaire aux Relations internationales



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

LE CROQUE-RAVE LIBERTAIRE

Par Eugène Rug — Pierre Rigoulot
Ed. Les presses d'aujourd'hui

Ce livre est le livre d'un militant ouvrier qui se raconte. Eugène Hug évoque ses cinquante années de vie militante au sein du mouvement ouvrier et Pierre Rigoulot tient la plume. L'importance du livre tient moins au rappel des événements que l'on connaît qu'aux réflexions du militant ouvrier qui porte jugement sur les organisations et sur les hommes qui lui font cortège. Malgré ce que laisserait supposer le titre de l'ouvrage, Eugène Hug n'est pas anarchiste. Disons que ses combats sont imprégnés de cet esprit d'indépendance qu'on traduit de nos jours par l'esprit libertaire, ce qui est bien commode et permet à des hommes engagés dans le mouvement de se dédouaner de l'esprit jacobin qui fit tant de ravages dans les milieux ouvriers.

Eugène Hug est un ouvrier placé tôt dans une grande usine où il va faire l'apprentissage de son métier. Il nous décrit la vie de ses camarades de travail et de l'atmosphère qui régnait chez Peugeot en 1913 où il n'existait aucun syndicat. C'est l'époque où la ville est divisée entre les blancs et les rouges, des manifestations tumultueuses entre « la calotte » et les « républicains ». Puis c'est la guerre, celle de 1914, celle des illusions. A sa démobilisation, il va rejoindre le parti socialiste et faire l'apprentissage des luttes ouvrières. Toute cette première partie de l'ouvrage reconstitue parfaitement ce monde du travail qui essaie de secouer ses chaînes.

En Russie, les travailleurs ont pris le pouvoir. Il adhère au « Comité de Défense de la Révolution russe » puis au « Comité syndicaliste révolutionnaire » qu'anime Monatte, et dès lors, il va suivre l'évolution des militants de la « Révolution prolétarienne », re-

joindre le parti communiste, puis la CGTU, mais il s'adaptait mal au centralisme démocratique et alors il va rentrer en conflit avec les appareils politiques. Et cette lutte qui forme le corps de l'ouvrage nous décrit parfaitement le climat qui régnait dans les organisations révolutionnaires de cette époque ébouffante avec chaleur et parsemée de courts récits qui nous restituent la vie des travailleurs qui vont devoir affronter la grande crise de 1930 et ce sont ces esquisses qui donnent à cet ouvrage sa dimension historique. Enfin, il nous décrit sans complaisance les mœurs qui régnaient dans le parti et ce n'est pas sans sourire que je revais apparaître dans le récit cette vieille canaille de Montmousseau avec lequel j'ai eu, pour ma part, des « mots » lorsque j'appartenais moi-même à la CGTU.

Puis ce fut, pour Eugène Hug, le chemin que nous avons tous parcouru : juin 36 et ses illusions, la guerre et le pacte germano-soviétique, la résistance, la Libération, le retour dans la CGT, puis l'éclatement à nouveau du mouvement ouvrier, enfin, le refuge à Force Ouvrière, l'organisation réformiste, considérée par beaucoup comme un moindre mal.

Où, ce livre ne cache aucun secret et qui suit le chemin que beaucoup d'entre nous ont suivi, c'est un grand livre, un livre où l'homme n'écrase pas l'environnement, un livre qui est le croquis d'un monde politique perverti d'où l'honnête homme essaie de s'évader, un livre de raison. Il a sa place dans toutes les bibliothèques ouvrières, entre les ouvrages de Poullaile et ceux de Navel, c'est-à-dire sur le premier rayon.

JEAN-MARC LE BIHAN

DEFINI ET INDEFINI

Jean-Marc Le Bihan, « chanteur de rue » : Je chante dans la rue pour rencontrer plus de gens ; chanteur de scène : La scène me sert pour faire passer un peu mieux les textes, et aussi pour régler certains comptes.

Que ceux qui veulent étiqueter Jean-Marc le sachent : il se dit, et c'est un chanteur errant. Présent où on peut avoir besoin de lui, essayant de se mettre au courant de tout ce qui peut se passer d'intéressant (meetings, congrès ou autres manifestations), chantant ou gueulant pour soutenir les minorités que les puissants écrasent, tels les antimitalistes, antinucléaires, insoumis et autres mouvements de pensée libertaire. Son action peut être efficace puisque des tas de gens ont pris conscience des barrières dont ils sont victimes, dans notre pays dit de liberté, grâce à leur rencontre avec ce chanteur, dans la rue ou dans les salles de spectacles (qui lui sont d'ailleurs interdites à Lyon). De toute façon, on peut le rencontrer là où on s'y attend le moins. Ne dit-il pas lui-même qu'il chanterait dans un WC si cela pouvait apporter ou changer quelque chose dans l'esprit des gens et de ce monde.

Bien sûr, on a beaucoup dit et on a surtout beaucoup vaché sur ce phénomène ; que voulez-vous ! Il paraît que la célébrité (quel grand mot !) n'est pas compatible avec l'engagement... On devient alors un démagogue en perpétuelle contradiction avec soi-même. Mais, savez-vous que ses premiers concerts cartonnaient à 10 F et que, deux ans après, en la même salle Rameau, 10 F constituait toujours le prix unique ? Ses disques ? On les trouve à 20 F, demain ils seront à 15, après-demain à 10 ; en tout cas, jamais plus que moins. Si c'est sa contradiction, il la vit et l'assume pleinement.

Anarchiste ? Voilà le grand mot lâché. Il n'aime pas se dire tel, mais si quelqu'un veut lui planter cette pancarte dans le dos, il ne refusera pas de la porter. Attention, ce sera, comme il le

chante très bien, jusqu'au bout. Jusqu'au bout, c'est presque une profession de foi chez Jean-Marc. Tu sais, ce qui se passe dans ton cœur, tu le sens très bien et tu le fais ! Gagné ? Perdu ? Ça ne veut rien dire. Ça a marché, c'est raté, on ne sait pas ; il n'y a qu'un fait certain, c'est que ça a été réalisé ; après, que des gens se sentent concernés, cela devient leur problème et leur propre engagement ; mais surtout, ne pas devenir une idole !

Le Bihan est mort. Si vous voyez qu'un hommage lui est rendu dans une salle avec des places à 80 balles (voir Aragon à l'Auditorium), soyez courageux, cassez tout. Je n'espère pas, et ne crois pas, donner une fausse appréciation de Jean-Marc en disant que c'est une somme considérable de sentiments qui agite ce forcené de la liberté et de l'amour, des sentiments qu'il n'intellectualise pas ; si cela lui arrivait, alors plus rien au monde ne pourra arrêter la connerie. A propos de connerie, il me parlait de ces beaux messieurs ricanant en voyant les fans de Cloclo éplorés, rugissant sur le corps de leur dieu (eh ! eh !)... Oui, ces beaux messieurs, ces intellectuels de gauche aux idées toutes faites, numérotées, chapitrées dans les livres de leurs dieux (eh ! eh !) philosophiques, ces tristes sirs étaient 50 000 lors de l'enterrement de Sartre, et il y en a même qui sont tombés dans le trou ! Qu'ils fassent attention car personne ne tombera dans le leur, tout dernier.

Anecdote amusante et triste à la fois, pour terminer cet article. Je sais ! Je n'en ai sûrement pas assez dit sur ce chanteur errant ; alors, si vous désirez le rencontrer à votre tour, levez-vous de vos fauteuils ; mais pour lui, je peux vous dire que vous auriez mieux à faire en suivant ce que votre cœur laisse échapper en votre âme et ainsi une voie s'ouvrira devant vous. Assumez-la jusqu'au bout, jusqu'au bout...

Jean-François VINCENSINI

Nouveautés en vente à Publico :

Mémoires de prison d'un anarchiste, Alexandre Berkmann (soldé)	15 F
Du Terrorisme et de l'Etat, Sanguinetti	38 F
Reflexions sur l'Institution Sport, groupe Sébastien Faure	12 F
Cassettes :	
Le Problème de l'Etat, Gaston Leval	22 F

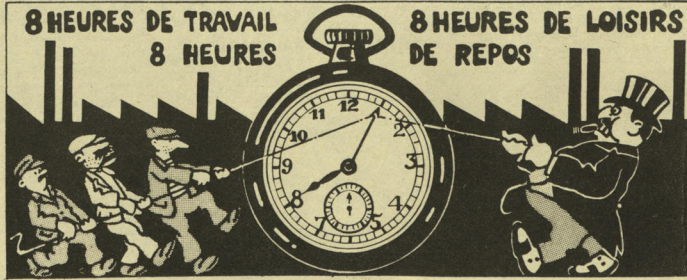
Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



Pierre Monatte eut plus d'une occasion de s'en rendre compte au cours des réunions qu'il tint avec eux zigues. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de Georges Dumoulin, un ancien guesdiste qui était passé au syndicalisme révolutionnaire, mais qui en cette période, déçu par le peu de mordant des mineurs, versait un tantinet dans l'anarchisme individualiste.



Pourtant les huit heures n'allaient pas tomber toutes cuites dans le bec des bons bougres. Si les mineurs ne se bougeaient pas un peu le derche pour secouer les puces aux singes des Compagnies, ils pourraient poireauter jusqu'à perpétue...

Faut avouer que les gueules noires du Pas de Calais

a'étaient pas précisément ce qu'on pourrait appeler la pointe du mouvement ouvrier...

Le camarade Monatte l'avouait lui-même : «Aucune solidarité au travail. Aucune solidarité entre les mineurs du Pas-de-Calais et ceux des autres bassins français (...). Aucune solidarité entre les mineurs français et les mineurs des autres pays. à suivre

— Annonce —

La compagnie Miramont nous informe que ses deux spectacles *Haute Surveillance* de Jean Genêt, et *Huis-Clos* de Jean-Paul Sartre, seront rejoués au Studio-Théâtre 14, à Paris 14^e.

La compagnie a déjà représenté ces deux pièces au théâtre Daniel Sorano à Vincennes, puis à Avignon, dans le cadre du festival « Off ».

Studio-Théâtre 14, du 3 octobre au 15 novembre à 20 h 30 ; 21, avenue Marc Sangnier, M^o Porte de Vanves. (Relâche dimanche et lundi).

POESIE :

Cela veut dire créer !

De tous les visages nombreux de la poésie, celui de l'engagement poétique est le plus vrai, puisqu'il détruit les grands d'autorité de l'ordre social en faisant surgir dans ce monde établi réalité neuve. L'indiscrutable bleuté n'est pas la réalité qui nous intéresse. A la vérité, les seuls poèmes qui existent sont des combats. La POESIE est beaucoup plus que la POESIE. Beaucoup plus parce qu'elle n'est pas entièrement imaginaire. Très vite donc, le but de la poésie est la transformation de la vie. Est-ce que le rêve est la seule création ? Procurer des rêves à la réalité est infiniment moins près du poétique que la volonté de commencer quelque chose, ici et maintenant. Enfin, le sens du sacré, c'est-à-dire le respect de la vie et de ses manifestations, est faussement attribué à la religion. La promesse, à l'homme, d'une résurrection naît de l'horreur des existences individuelles. Or, la poésie n'est pas issue d'un ailleurs, d'un au-delà, mais du monde lui-même.

Rouge rêve réveil la croix sur le soleil / femme oiseau caravelle lumière des lumières / un matin splendide se lève sur la mer / et devant la porte froide de l'usine / toi tu fais de tous les jours la même chose / entre tes mains machines cette vie si close / minutée engagée, la nuit de chaque jour / viens ! changer la vie c'est entrer dans l'inconnu / réveille-toi avec le regard du soleil / les printemps rouges du quartier latin au cœur / nous irons sur les barricades nous irons / vaincre l'ici le triste horizon quotidien / notre pluie du dedans est du vin d'étoile.

Claude CLEMARON

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes
et véridiques de
Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier
Terrain Vague

En vente à Publico : 48 F

La rivoluzione volontaria

(biographie en bande dessinée
de la vie de Malatesta)

Santin Fraccaro

En vente à Publico : 75 F

K
torités se
ce niveau,
« d'iso-
gne d'une
ne sur ce
nt sur la

es articles
et la télé-
rien défor-
ation, une
ce serait
Les gré-
rmer leurs
autres vil-
elle sur le
ons vraies
les publi-
tée de la

és ? Elles
télépho-
nt les mi-
qui diff-
ns sur les

1980, on a
personnes
sûr, des
lètes —
tateurs du
e Sociale
s publica-
obotnik et
s'étant
n des ou-
lice peut
pour 48
ne partie
uron, W.

J. Sre-
Kupiecki,
ansférée,
s 48 heu-
missariat.
nt depuis
commis-
eux per-
t J. Sre-
s'enfuir
ce à des

muniquer
partement
opposition
de mé-
ions du
ets, chez
Bielsko-
ogé plu-
en était
secrète
ntreprise
était en
me cho-
mineur
y Mojek
anoWicz
Ludwik
racovie,
vel Wit-
kora, à
et Kon-
des mi-
mocrata-

ants de
arreaux
és pen-
arrière
les in-
sur
nt-elles

27/8/80

rétaire
tionales

Le théâtre de la rentrée

Tour à tour, les leaders du monde politique jalonent leurs discours de phrases insidieuses autant qu'inutiles pour exciter l'opinion publique, en somme, la motiver, jusqu'à l'échéance électorale du printemps prochain.

Debré, toujours aussi téméraire, s'est lancé en campagne depuis déjà plusieurs mois, coupant ainsi l'herbe sous les pieds de Chirac qui ne cesse d'attendre son heure pour conquérir le pouvoir, en maugréant cette déconvenue.

Les dissensions au sein de la droite n'ont rien à envier aux déchirements indécents auxquels se livrent les prétendants à l'investiture dans le parti socialiste. Les universités d'été ont connu beaucoup d'animation et chaque parti a déployé largement ses voiles pour ne pas trop se laisser déborder dans le tourmente qui jalonne le chemin lucratif de l'Élysée.

Il serait vain de s'attarder sur toutes les déclarations qui, faute d'originalité, auront du mal à entrer dans l'encyclopédie de l'Histoire de France, et faire le bilan du marathon de tous les candidats potentiels à la présidence de la République. Je m'attacherai simplement aux plus démonstratifs, et plus particulièrement aux grandes messes des leaders du monde syndical.

La classe ouvrière se trouve aujourd'hui confrontée à un scénario gigantesque qui laisse une large place au découragement et à l'indifférence. En lisant un livre de Fernand Pelloutier et le syndicalisme d'action directe, on s'aperçoit que la situation n'est pas nouvelle puisque dans les années 1895, les 4 grands partis de l'époque étaient déjà dans le discrédit. Ce ne sont pas d'avantage les palinodies des leaders du monde syndical qui portent les espoirs des travailleurs, de plus en plus touchés dans leurs conditions matérielles et morales d'existence.

Une tentative avortée

Durant l'été, le PCF et la CGT, comptant sur un effectif militant à toute épreuve, ont lancé une offensive d'envergure avec le conflit des marins-pêcheurs, relayé par l'affaire Manufrance, pensant ainsi créer les conditions favorables à un déferlement des luttes à la rentrée ; mais aussi, et surtout, pour se présenter avec une image de combativité exemplaire, devant les travailleurs. Dans ces circonstances, l'appareil stalinien a tout fait de prendre la suprématie et d'étendre l'image militante des socialistes qui, fidèles à leur nature, opèrent en diétante, dans l'expectative des luttes d'influence au sein de leur parti.

L'été pourri des J.O.

L'absence de bon nombre de nations à Moscou, dont les Etats-Unis qui, selon Georges Marchais, vrai Tartuffe du marxisme, auraient redouté une confrontation avec les athlètes soviétiques, explique leur boycott à cette compétition. Marchais, dans une interview en direct de Moscou à la télévision française, arborant le franc regard des crapules politiciennes, déclarait en substance qu'il préférerait lui, la jeunesse sportive qui s'affronte sur les stades contrairement à la bourgeoisie qui aime la jeunesse saignante... C'est en ces termes à peine cyniques que Marchais effaçait de ses préoccupations l'invasion en Afghanistan par les Russes qui, sans doute au nom de l'idéal socialiste qui anime le Kremlin, aiment la jeunesse qui fraternise sous les roquettes et le napalm...

La rentrée syndicale

Séguy, la bravache, qui n'a pas renoncé le *Te Deum* de Jean-Paul II, a tenté de se redorer le blason devant les ouvriers de chez Renault, en crachant le venin résultant du divorce avec la CFDT. Maire a vilipendé le communisme français et les liens de subordination de la CGT au PCF, observation tardive que la Police n'aurait pas désavoué. Bergeron, fier d'être ovationné par quelques 12 000 militants venus, il est vrai, des 4 coins de la France, a rassuré par son plaidoyer pour un syndicalisme raisonnable. On a eu peur qu'il en soit autrement... Un point quand même, au passage, pour Bergeron, mais qui ne peut servir à son détournement, est qu'il fut, avec André Henry de la FEN, un des rares personnalités à demeurer en retrait des élocutions pontificales lors de la visite du pape.

L'avenir des luttes

L'appareil stalinien de la CGT et du PCF ne passe de rabâcher que l'élection du président de la République ne doit pas se dissocier des luttes ouvrières. Autrement dit, les luttes ouvrières en cours doivent servir d'aéropage à Marchais pour réaliser un bon score lors de l'élection présidentielle.

La CGT ne développera pas d'autres stratégies qui ne conduisent à une exacerbation de la tension sociale pour déclencher des grèves, puis en assurer le pourrissement. Compte-tenu de cette réalité, cela veut dire en clair que pour ne pas rentrer dans le jeu du parti communiste, les autres organisations syndicales veilleront à s'exclure des luttes, ce qui, évidemment, ne fera qu'affaiblir la capacité de résistance de la classe ouvrière aux agressions incessantes du pouvoir et du patronat. Une preuve de ce processus vient de nous être fournie par les grèves dans l'enseignement où l'on a vu s'affronter publiquement la direction fédérale de la FEN avec la direction Unité et Action représentée dans ses syndicats.

On ne voit pas comment les travailleurs pourraient renverser cette tendance à l'électorisme, à moins qu'un ensemble de conflits sectoriels ne fasse éclater une grève générale. Alors, les comités de grève élus auraient tout fait de balayer les organisations réformistes pour imposer les exigences de la classe ouvrière. Mais, il ne faut pas rêver ; la situation économique n'est pas à ce point dégradée pour engendrer un mouvement de masse qui remettrait en cause le système économique. Les récents événements de Pologne montrent bien que le meilleur catalyseur des luttes réside dans la pénurie alimentaire. Heureusement, nous n'en sommes pas là et les préoccupations majeures des travailleurs dans les usines et les bureaux sont bien éloignées de la révolution sociale.

La faillite évidente du marxisme, tant dans le domaine économique et social, mais aussi en tant que matériau idéologique, est une raison suffisante pour que la classe ouvrière s'accroche à ses propres conditions d'existence dont elle appréhende une fatale dégradation.

Acrochée à la démocratie parlementaire et à la légitimité des partis pour la représenter, il n'est pas douteux que devant le piètre spectacle qui s'affiche ostensiblement à leurs yeux, les travailleurs renverront dos à dos Mitterrand, Ricard, Marchais, et d'autres canailles qui tirent leur substance de l'abus du suffrage populaire.

La droite affairiste de Giscard profitera de l'aubaine pour être reconduite, n'en doutons pas, avec une majorité plus confortable qu'en 1974.

Nos perspectives

Cette impasse sur la scène politique laisse suffisamment de place à l'anarchisme pour développer ses capacités spécifiques et permettre à ses militants engagés dans les organisations réformistes d'étendre leur influence, à condition de ne pas se diluer dans les appareils et pour défendre quelle cause ?

Le récent congrès de la CGT-FO, qui s'est tenu en juin, à Bordeaux, aura vu une partie du courant anarcho-syndicaliste faire chorus avec le bureau confédéral. Je ne vais pas revenir sur cet événement déjà controversé par 2 articles parus dans le journal, et notamment dans le numéro 366 dans lequel Maurice Joyeux écrivait un article dont je partage tout à fait l'analyse. Je dirai simplement que ce n'est sans doute pas le meilleur service que l'on peut rendre à l'anarcho-syndicalisme que de s'abstenir d'affirmer nos positions spécifiques lors du congrès de militants ouvriers, et ce indépendamment du score obtenu.

L'anarcho-syndicalisme, c'est tout de même autre chose que négocier des arrangements avec le bureau confédéral. Il n'y a vraiment aucune gloire à tirer de conforter Bergeron dans une majorité avoisinant le score d'une organisation monolithique. Don Quichotte affrontant les moulins du rocardisme, voilà ce que fut le piètre spectacle d'une minorité qui se recroqueville. Qu'ils militent à Force Ouvrière, à la CFDT ou à la CGT, les militants libertaires doivent demeurer ce qu'ils sont : des anarchistes.

Jean-Claude RICARD

Racisme, antisémitisme et sionisme

En finir avec la confusion

Les récents événements ont remis au premier plan de l'actualité le racisme et l'antisémitisme. C'est l'occasion de reparler de la notion de « race », et de mettre en évidence un certain nombre de points qui permettront de clarifier un phénomène politique qui suscite la passion de tous côtés.

Les races, une notion périmée

Les découvertes les plus récentes en matière d'anthropologie, même si elles ne sont souvent qu'à l'état d'hypothèses, permettent aujourd'hui d'affirmer que le concept de race est dénué de tout fondement scientifique. La naissance de la race humaine ne s'est pas produite de façon spontanée et diversifiée en plusieurs régions du globe. Elle est bien le résultat de l'évolution des espèces animales et, de ce fait, elle constitue une seule race. Apparue d'abord dans des régions très localisées (l'Afrique orientale), elle s'est ensuite essaimée à travers tous les continents en se diver-

tiifier historiquement le retour des juifs à la « Terre promise ».

C'est ce peuple hébreu qui concevra la première religion monothéiste que l'on connaisse. La religion juive restera longtemps circonscrite à ce petit peuple. Ce sont les conquêtes successives de la Palestine qui créeront le phénomène de la « diaspora ». Religion très minoritaire, elle ne parviendra presque jamais à s'imposer comme religion officielle, et ses adeptes garderont le sentiment puissant d'appartenance à un groupe ethnique particulier.

Encore une fois, rien n'est plus faux puisque, comme toute reli-

gion, le judaïsme a ses transuges et ses convertis. Mais cette religion disposait d'un atout particulièrement important. Dans une Europe où allait s'imposer le catholicisme qui condamne les activités commerciales et bancaires comme immorales, les juifs vont tout naturellement s'assurer le monopole des affaires. Même si la naissance du protestantisme et le recul général des religions en Europe va diminuer peu à peu leur hégémonie financière, la communauté juive sera la première bénéficiaire de l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir. Il ne faut donc pas s'étonner si le prolétariat, en s'éveillant à sa conscience de classe au cours du XIX^e siècle, a eu souvent tendance à confondre lutte de classes et antisémitisme. Le « juif » était facilement assimilé, dans la conscience populaire, à l'exploiteur, au riche banquier ou négociant. Les mouvements nationalistes n'hésiteront donc pas à utiliser cet amalgame pour tenter de donner une assise ouvrière à leurs théories racistes. Le phénomène de la montée du racisme en Allemagne en est le meilleur exemple.

Après avoir rappelé ces quelques données historiques fondamentales, il est déjà possible de tirer certaines conclusions. Il est clair, tout d'abord, que les juifs ne forment qu'une communauté religieuse, et que toute prétention de leur part à maintenir ou à étendre l'Etat théocratique d'Israël n'est qu'une forme parmi d'autres d'impérialisme.

Si nous ne pouvons qu'être d'accord sur le respect de la liberté de croyance et de pensée, nous aimerions que toutes les religions du monde, y compris le judaïsme, respectent le libre arbitre de ne pas croire. Les juifs peuvent être effectivement considérés comme une religion persécutée en certaines régions du globe, mais n'en est-il pas de même pour toutes les religions à un moment donné de leur histoire ? Liberté de croire oui, mais pas d'imposer sa croyance !

Lutter contre l'antisémitisme, c'est d'abord lutter contre le sionisme.

Il est significatif que certains leaders juifs français dénoncent l'antisémitisme qui se cache derrière l'antisémitisme. Ne voit-ils pas qu'en assimilant ainsi sionistes et juifs, ils apportent la plus belle justification à un renouveau de l'antisémitisme ? Nous avons vu comment le nazisme avait utilisé l'assimilation juifs/bourgeois, pour entraîner les masses derrière lui. Oui, un tel phénomène peut renaître rapidement si la communauté juive, au lieu de se contenter de protéger ses synagogues tenter de protéger ses synagogues, continue de suivre ceux qui, pour leurs intérêts particuliers, la poussent dans la voie indéfendable de la lutte raciste contre les arabes. Si les juifs ne veulent plus être victimes du racisme, qu'ils commencent par abandonner toute référence à cette notion largement dépassée de race. Qu'ils cessent, comme l'enseignement les théories sionistes, de Herzl à Ben Gourion, de se prendre pour la race « élue », destinée à diriger le monde !

Les slogans utilisés lors des récentes manifestations au Mémorial juif tels que « fascistes-OLP, assassins ! » ne peuvent avoir, à la longue, qu'un seul effet garanti : faire renaître l'antisémitisme dans les mouvements d'extrême-gauche. Quand on prétend combattre le fascisme, on doit l'attaquer là où il se trouve et non pas chercher à être plus fasciste que lui. Ce n'est qu'en renonçant au sionisme que les juifs réduiront à néant les tentatives de nos nazillons, car alors l'antisémitisme n'aura pas plus de raison d'être qu'une nouvelle guerre de religion entre les catholiques et les protestants...

Le racisme sioniste
Face à la renaissance de l'an-

Alain SAUVAGE



sifiant en fonction des conditions physiques et climatiques. Mais l'origine des hommes est bien unique. Dans ces conditions, parler de races différentes en se basant sur la couleur de la peau ou autres caractères physiques n'a aucun sens. La notion de race n'est bien qu'une des composantes de diverses idéologies ; elle est un argument politique utilisé le plus souvent dans le but de reléguer les différences sociales au rang des préoccupations mineures.

Origines et destinées du judaïsme

Puisque le terme d'antisémitisme est couramment employé, voyons d'abord qui sont les Sémites : des peuples nomades des pays arabes. Par conséquent, on comprend immédiatement que les Sémites ne peuvent même pas revendiquer l'occupation d'une zone territoriale précise au nom du droit de première occupation. Plusieurs peuples se sont tout à fait installés en Palestine, mais ce n'est qu'au XIII^e siècle avant Jésus-Christ qu'arrivent les Hébreux qui s'y maintiendront pendant plus de 4 siècles. Cette installation s'est bien entendu faite au détriment d'un autre peuple qui en fut chassé, ce qui ruine un peu plus les prétentions à jus-

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.